

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/STR/N/2/CAN

19 août 1996

(96-3244)

Groupe de travail des entreprises
commerciales d'Etat

Original: anglais

COMMERCE D'ETAT

Notification de mise à jour conformément à l'article XVII:4 a) du GATT de 1994 et
au paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII

CANADA

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 2 août 1996.

I. Énumération des entreprises

Commission canadienne du lait (beurre, lait écrémé en poudre).

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

II. Raison et objet du maintien de l'entreprise

La Commission canadienne du lait (CCL) a été créée en vertu de la Loi sur la Commission canadienne du lait, entrée en vigueur le 31 octobre 1966; elle a commencé à fonctionner avec le début de la campagne de soutien laitier, le 1er avril 1967. Elle est responsable devant le Parlement par l'intermédiaire du Ministre de l'agriculture et de l'agro-alimentaire.

Les objectifs assignés à la CCL par la loi sont de donner aux producteurs canadiens efficaces de lait et de crème la possibilité d'obtenir une rémunération équitable de leur travail et de leur investissement, et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement régulier et suffisant de produits laitiers de haute qualité. A ces fins, la CCL est notamment habilitée à acheter tous produits laitiers et à conditionner, traiter, emmagasiner, expédier, assurer, importer, exporter ou vendre tous produits laitiers achetés par elle, ou à en disposer de toute autre manière.

La CCL donne au Ministre de l'agriculture et de l'agro-alimentaire des conseils sur des questions de politique laitière; elle détermine les besoins nationaux de lait de transformation et de crème aux fins de détermination du contingent de mise en marché; elle établit le prix d'objectif du lait de transformation en fonction des coûts de production; enfin, elle fixe des prix de soutien pour le beurre et le lait écrémé en poudre et propose d'acheter ou de vendre les produits à ces prix. Elle administre aussi les paiements mensuels effectués par l'Etat en faveur des producteurs pour les livraisons admissibles de lait et de crème, gère le système des permis qui régit l'accès au lait à des prix fixés pour les classes spéciales, centralise et répartit le produit des ventes de lait relevant des classes spéciales effectuées dans tout le pays, exporte les produits laitiers qui ne sont pas nécessaires à la consommation intérieure et administre d'autres programmes de commercialisation et de promotion.

III. Description du fonctionnement de l'entreprise

L'entreprise s'occupe-t-elle d'exportations, d'importations ou des deux?

Dans le cadre du régime d'importation en vigueur jusqu'au 1er août 1995, la CCL avait, en ce qui concerne les importations de beurre, des privilèges exclusifs ou spéciaux au sens de l'article XVII. Le beurre était inscrit sur la liste de marchandises d'importation contrôlée en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, dont l'application était placée sous la responsabilité du Ministre du commerce extérieur, aucun contingent ne prévoyant d'importations sur une base régulière. Les licences d'importation étaient délivrées par le Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur dans les cas où la CCL estimait que des importations étaient nécessaires pour remédier à une pénurie temporaire sur le marché. Traditionnellement, lorsque des importations de beurre étaient autorisées, la CCL était l'importateur attitré.

Au 1er août 1995, en application de l'engagement en matière d'accès au marché pris par le Canada au titre du Cycle d'Uruguay, un contingent tarifaire a été établi pour le beurre et mis en oeuvre. L'administration du nouveau contingent relève du Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur, en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation. Des renseignements concernant l'administration de ce contingent tarifaire ont été notifiés au Comité de l'agriculture de l'OMC. Les licences correspondant à l'engagement en matière d'accès au marché ont été délivrées à la CCL en sa qualité d'importateur attitré, pendant la campagne laitière 1995/96.

Les produits laitiers peuvent être exportés par la CCL comme par le secteur privé. La CCL n'a de monopole d'exportation pour aucun produit laitier.

Les négociants privés sont-ils autorisés à effectuer des importations ou des exportations? Dans l'affirmative, à quelles conditions? La concurrence joue-t-elle librement entre le secteur privé et l'entreprise?

Dans le cadre du régime d'importation du beurre en vigueur, les licences d'importation délivrées en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation sont exclusivement accordées, en pratique, à la CCL. Le secteur privé n'a pris aucune part à ces importations. L'engagement en matière d'accès au marché que le Canada a contracté dans le cadre du Cycle d'Uruguay pour le beurre a été mis en oeuvre le 1er août 1995, comme il est indiqué ci-dessus.

La CCL ne participe pas directement aux importations de produits laitiers autres que le beurre.

La plupart des exportations de produits laitiers sont le fait du secteur privé, mais la CCL vend aussi directement sur les marchés d'exportation du lait écrémé en poudre et du lait entier en poudre, ainsi que du lait concentré non sucré. Lorsque les approvisionnements le permettent, la CCL vend du beurre aux négociants privés canadiens, qui à leur tour le vendent sur les marchés d'exportation. En outre, elle administre les droits d'exportation du fromage conformément aux arrangements spéciaux en matière d'accès conclus avec l'Union européenne. Elle n'a de monopole d'exportation pour aucun produit laitier, et les ventes peuvent aussi être assurées par le secteur privé.

Selon quels critères le volume des importations et des exportations est-il déterminé?

Dans le cadre du régime d'importation du beurre en vigueur, les quantités sont déterminées sur la base des licences d'importation délivrées par le Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur, en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, et en fonction, notamment, des avis donnés par la CCL quant aux besoins du marché, en conjonction avec des considérations commerciales telles que le prix, la qualité, les quantités disponibles, les possibilités de commercialisation et le transport. En application des engagements en matière d'accès au marché pris par le Canada au titre du Cycle d'Uruguay, un contingent tarifaire a été établi pour le beurre et mis en oeuvre au 1er août 1995: il est de 1 964 tonnes et doit s'élever par tranches successives égales jusqu'à 3 274 tonnes au 1er août 2000.

La CCL exporte des produits en fonction des possibilités qui s'offrent sur les marchés mondiaux. Dans certains cas, l'existence d'excédents par rapport aux besoins du marché canadien influe sur les quantités disponibles pour l'exportation. Dans d'autres, il s'agit d'exportations planifiées: c'est le cas, par exemple, des exportations de fromage dans le cadre d'arrangements prévoyant des contingents à destination du Royaume-Uni et des Etats-Unis, ou d'autres marchés traditionnels.

Quelles sont les modalités de fixation des prix à l'exportation et du relèvement des prix des produits importés? Quelle est la situation, par rapport aux prix intérieurs, des prix à l'exportation et des prix de revente des produits importés?

Lorsqu'elle vend sur le marché intérieur du beurre, qu'il soit d'origine nationale ou importé, la CCL fixe pour les produits mis en vente des prix de gros.

Lorsqu'elle vend à l'exportation, la CCL reçoit les prix résultant de négociations commerciales normales fondées sur les conditions du marché.

L'entreprise négocie-t-elle des contrats à long terme? A-t-on recours à l'entreprise pour remplir les obligations contractuelles assumées par le gouvernement?

Sans objet.

IV. Renseignements statistiques

Voir le tableau joint.

V. Raison de l'absence éventuelle de commerce avec l'étranger pour les produits en cause

Sans objet.

VI. Renseignements complémentaires

Sans objet.

I. Enumération des entreprises

Office de commercialisation des producteurs de haricots de l'Ontario: haricots blancs.

OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUCTEURS DE HARICOTS DE L'ONTARIO

II. Raisons et objet de la création et du maintien de l'entreprise

L'Office de commercialisation des producteurs de haricots de l'Ontario a été créé en 1944 à la suite d'un vote des producteurs de haricots de la province de l'Ontario. Ses activités sont régies par la Loi de l'Ontario sur la commercialisation des produits agricoles.

L'Office gère un système centralisé de vente avec fixation d'un prix commun pour les haricots blancs produits dans l'Ontario. Cette fonction, qui lui a été confiée en 1967, prévoit le contrôle et la réglementation de tous les aspects de la production et de la commercialisation des haricots blancs produits dans l'Ontario. Tous les producteurs sont tenus d'offrir de vendre le produit à l'Office ou par son intermédiaire.

Tous les haricots sont livrés à des distributeurs agréés, lesquels sont des entreprises contrôlées et gérées par le secteur privé. L'Office donne son agrément après s'être assuré que les entreprises ont les installations et les capacités nécessaires pour se livrer à ce négoce.

Le producteur livre la récolte et reçoit un paiement initial du distributeur qui est remboursé par l'Office. Ce paiement initial est garanti par l'Etat fédéral en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles. A mesure que l'Office vend la récolte, les producteurs reçoivent des paiements intermédiaires, puis un paiement final.

L'Office est géré par un conseil d'administration composé de producteurs de haricots qui sont élus par les cultivateurs. Le personnel applique la politique générale arrêtée par le Conseil et accomplit les tâches requises.

III. Description du fonctionnement des entreprises commerciales d'Etat

L'entreprise s'occupe-t-elle d'exportation, d'importation ou des deux?

L'Office participe au commerce interprovincial et aux exportations de haricots de l'Ontario par l'intermédiaire de ses distributeurs agréés. Il n'effectue pas d'importation.

Les négociants privés sont-ils autorisés à effectuer des importations ou des exportations et, dans l'affirmative, à quelles conditions? La concurrence joue-t-elle librement entre le secteur privé et l'entreprise?

L'Office est seul habilité à vendre les haricots blancs de l'Ontario sur le marché intérieur, d'une province à l'autre, ou à l'exportation. Il assure normalement la commercialisation par l'intermédiaire de distributeurs agréés, lesquels sont des entreprises contrôlées et gérées par le secteur privé. Il n'entre pas en concurrence avec des négociants privés pour les ventes à l'exportation. L'importation des haricots blancs est assurée par des négociants privés.

Selon quels critères le volume des importations et des exportations est-il déterminé?

L'Office achète l'ensemble de la récolte et offre les produits à ses distributeurs qui les vendent ensuite sur le marché intérieur ou à l'exportation, en fonction des conditions régnant sur le marché. Il n'effectue pas d'importation.

Quelles sont les modalités de fixation des prix à l'exportation et du relèvement des prix des produits importés? Quelle est la situation, par rapport aux prix intérieurs, des prix à l'exportation et des prix de revente des produits importés?

Les prix à l'exportation sont fonction des conditions du marché mondial. L'Office ne s'occupant pas d'importation, il n'intervient pas dans la fixation des marges commerciales, des prix de revente ou de prix modulés selon les débouchés.

L'entreprise négocie-t-elle des contrats à long terme? A-t-on recours à l'entreprise pour remplir les obligations contractuelles assumées par le gouvernement?

L'Office n'intervient pas dans la négociation de contrats de vente à long terme.

IV. Renseignements statistiques

On trouvera ci-joint les renseignements statistiques pertinents.

V. Raisons de l'absence éventuelle de commerce avec l'étranger pour les produits en cause

Sans objet.

VI. Renseignements complémentaires

Les paiements initiaux pour les haricots blancs de l'Ontario sont garantis par l'Etat fédéral en vertu d'accords annuels passés avec l'Office conformément à la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles. Le niveau du paiement initial est fixé de telle sorte qu'il soit inférieur au rendement moyen escompté par tonne pendant la période de mise en commun des recettes.

Statistiques

| Produit | Unité | Campagne allant du 1er août au 31 juillet | Importations | | | | Exportations | | | | Production canadienne | |
|----------------------------------|----------|--|----------------------------------|----------------------------------|--------------------------|----------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
| | | | Total ^a | | Par entreprise art. XVII | | Total | | Par entreprise art. XVII | | Production canadienne | |
| | | | Quantité | Milliers de dollars | Quantité | Milliers de dollars | Quantité | Milliers de dollars | Quantité | Milliers de dollars | Quantité | Milliers de dollars |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) | (12) |
| B. Commission canadienne du lait | | | | | | | | | | | | |
| Beurre | 1 000 kg | 1990/91 1991/92 1992/93 1993/94 | 122 167 175 1 036 | 255 332 357 2 039 | 0 0 0 750 | 0 0 0 1 400 | 10 459 9 647 10 081 2 179 | 14 566 13 633 17 555 3 875 | 10 408 9 785 10 071 2 256 | 14 279 12 581 16 908 3 745 | 94 379 90 964 83 933 86 511 | n.d. n.d. n.d. n.d. |
| Lait écrémé en poudre | 1 000 kg | 1990/91 1991/92 1992/93 1993/94 | 1 859 236 1 705 6 974 | 3 153 492 3 778 12 165 | 0 0 0 0 | 0 0 0 0 | 35 772 56 822 13 432 26 169 | 70 355 106 558 32 107 56 268 | 30 409 53 094 12 487 23 778 | 66 141 100 341 27 527 52 154 | 80 069 66 626 50 519 54 185 | n.d. n.d. n.d. n.d. |
| Lait entier en poudre | 1 000 kg | 1990/91 1991/92 1992/93 1993/94 | 1 586 1 878 2 632 4 476 | 2 649 3 212 4 159 6 079 | 0 0 0 0 | 0 0 0 0 | 8 610 8 988 7 503 9 029 | 21 853 24 304 23 873 27 620 | 11 815 8 522 7 027 8 187 | 32 103 23 882 21 822 25 457 | n.d. n.d. n.d. n.d. | n.d. n.d. n.d. n.d. |

| Produit | Unité | Campagne allant du 1er août au 31 juillet | Importations | | | | Exportations | | | | Production canadienne | |
|--------------------------|----------|--|----------------------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|--------------|---------------------|--------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|
| | | | Total ^a | | Par entreprise art. XVII | | Total | | Par entreprise art. XVII | | | |
| | | | Quantité | Milliers de dollars | Quantité | Milliers de dollars | Quantité | Milliers de dollars | Quantité | Milliers de dollars | Quantité | Milliers de dollars |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) | (12) |
| | | | B. Commission canadienne du lait | | | | | | | | | |
| Lait concentré non sucré | 1 000 kg | 1990/91 | 109 | 254 | 0 | 0 | 7 271 | 9 103 | 7 270 | 9 994 | 98 382 | n.d. |
| | | 1991/92 | 145 | 279 | 0 | 0 | 13 791 | 14 894 | 13 725 | 16 337 | 103 075 | n.d. |
| | | 1992/93 | 131 | 300 | 0 | 0 | 86 | 116 | 14 | 23 | 90 668 | n.d. |
| | | 1993/94 | 75 | 160 | 0 | 0 | 4 994 | 6 079 | 4 923 | 6 583 | 81 427 | n.d. |

Notes:

a Peut inclure les importations sous douane destinées à être réexportées.

n.d. Non disponible.

Sources: Pour les importations et les exportations totales (données révisées): Statistiques Canada, Commerce du Canada.

Pour les importations et les exportations des entreprises: Commission canadienne du lait.

Pour la production: Statistiques Canada, catalogue n° 23-001, "La revue laitière".

Office de commercialisation des producteurs de haricots de l'Ontario (OCPHO)

Statistiques

| Produit | Unité | Année | Importations | | | Exportations* | | | | Production | | | | |
|-----------------|--------|-------|-----------------|---------------------|--------------------------|---------------------|-----------------|---------------------|--------------------------|---------------------|-----------------|---------------------|------------------------------|---------------------|
| | | | Quantité totale | Milliers de dollars | Par entreprise art. XVII | Milliers de dollars | Quantité totale | Milliers de dollars | Par entreprise art. XVII | Milliers de dollars | Quantité totale | Milliers de dollars | Quantité venant de l'Ontario | Milliers de dollars |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) | (12) | (13) | (14) |
| Haricots blancs | | | | | OCPHO | | | | OCPHO | | | | OCPHO | |
| | tonnes | 1992 | 1 459 | 1 712 | 0 | 0 | 78 075 | 34 462 | 71 712 | 31 766 | 53 100 | n.d. | 41 752 | n.d. |
| | tonnes | 1993 | 2 107 | 2 228 | 0 | 0 | 36 219 | 21 211 | 30 219 | 17 653 | 77 800 | n.d. | 70 549 | n.d. |
| | tonnes | 1994 | 2 519 | 2 568 | 0 | 0 | 68 330 | 49 293 | 62 557 | 45 323 | 84 800 | n.d. | 61 023 | n.d. |
| | tonnes | 1995 | 2 020 | 3 152 | 0 | 0 | 67 153 | 55 489 | 57 360 | 48 441 | 115 800 | n.d. | 88 500 | n.d. |

Notes:

- * La récolte est habituellement commercialisée dans les 12 à 15 mois qui suivent la production, ce qui explique l'écart entre la production et les exportations au cours d'une année donnée.
- n.d. Non disponible.

Sources:

1. Pour les importations et les exportations totales: Statistiques Canada, Commerce du Canada.
2. Les exportations de l'Ontario indiquées dans Statistiques Canada sont censées être celles de l'Office de commercialisation des producteurs de haricots de l'Ontario mais elles peuvent inclure la réexpédition d'une certaine quantité de produits provenant d'autres provinces (Manitoba et Québec) et destinés à être exportés depuis l'Ontario.
3. Pour la production canadienne totale: Statistiques Canada, catalogue n° 22-002.
4. Pour la production de l'Ontario: Office de commercialisation des producteurs de haricots de l'Ontario, rapport annuel.